Cinquante-neuvième année. - N ° 12 A Vendredi 17 janvier 2025

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 3019

94 – VAL-DE-MARNE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE CRÉTEIL

Jugement de clôture

Date : 8 janvier 2025.
Jugement de clôture pour insuffisance d'actif.
328 171 095 RCS Créteil.
GIL TAITE.
Forme : Société par actions simplifiée.
Activité : le négoce en gros et demi-gros des produits alimentaires, et principalement ceux du sol et de l'agriculture, la transformation, le conditionnement, la livraison, l'importation et l'exportation desdits produits, ainsi que les opérations de courtage afférentes à ceux-ci - la création l'acquisition et l'exploitation de tout portefeuille d'agent commercial exerçant son activité dans le commerce de tous produits agricoles, alimentaires, textiles, matériels de bois et toutes les marchandises pour lesquelles il n'y a pas d'interdictions légales - la participation de la société par tous moyens à toutes entreprises, groupements d'intérêts économiques et sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises, groupement ou sociétés dont l'objet social social serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet Soical, et ce, par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, leur achat, leur apport, la Souscriptin l'achat d'actions ou de parts sociales ou de parts bénéficiaires de fusion, de sociétés en participations, le groupement d'alliance ou de commandite..
Adresse : 51, rue de Perpignan, Min de Paris Rungis, 94150 Rungis.
Complément de jugement : Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.